

VILLE DE SAINTE- ADRESSE

PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-quatre septembre, à dix-huit heures trente, au lieu ordinaire de leurs séances, se sont réunis les membres du conseil municipal de la ville de Sainte-Adresse, sous la présidence de Monsieur Hubert Dejean de la Bâtie, Maire, dûment convoqués le dix-sept septembre deux mille dix-neuf.

Etaient présents : Madame Claire Mas, Monsieur Dimitri Egloff, Monsieur Luc Lefèvre, Monsieur Jean-Pierre Lebourg, Madame Sophie Derudder, Madame Odile Fischer, Monsieur Jean-Paul Bravard, Monsieur Michel Harel, Madame Annik Berthelot, Monsieur Antoine Vivien, Monsieur Michel Malandain, Madame Marie-Hélène Fleury, Madame Christelle Msica-Guérout, Madame Isabelle Micheneau, Monsieur Régis Lallemant, Madame Françoise Martin, Monsieur Dominique Jeanne Dit Fouque - Monsieur François-Xavier Allonier, Monsieur Jean-Charles Dufait.

Etaient absents avec pouvoir : Madame Catherine Guignery (pouvoir à Monsieur Lebourg), Monsieur Jean-Marc Lefebvre (pouvoir à Monsieur Egloff), Madame Sylvie Molcard (pouvoir à Madame Msica Guérout), Madame Stéphanie N'Guyen (pouvoir à Monsieur Régis Lallemant), Madame Julie Dubosc (pouvoir à Monsieur Dejean de la Bâtie), Monsieur Paul Lafleur (pouvoir à Madame Fleury).

Etaient absents : Madame Gersende Le Dimna, Monsieur Elian Pilvin, Madame Laura Fiat.

Secrétaire de séance : Monsieur Régis Lallemant

Assistait également : Monsieur Gilles Canayer, Directeur Général des Services.

Le procès-verbal de la séance de conseil municipal du 1^{er} juillet 2019 est approuvé à l'unanimité

● Monsieur le Maire prie le Conseil Municipal de bien vouloir excuser son retard lié à un déplacement en Bretagne où il s'est rendu afin de suivre l'évolution des projets mis en œuvre sur le devenir des déchets dans leur globalité suite à la fin annoncée par la loi des centres d'enfouissement techniques, anciennement dénommés « décharges ».

Monsieur le Maire indique qu'une offensive se met en place en matière de bio-déchets, ce produit de base étant transformable.

● Monsieur le Maire félicite Monsieur Elian Pilvin, Conseiller Municipal de la ville de Sainte-Adresse, prochainement appelé à prendre la direction de l'Ecole de Management de Normandie.

Le procès-verbal de la séance de conseil municipal du 1^{er} juillet 2019 est approuvé à l'unanimité

COMMUNICATIONS

I- Plan de Prévention des Risques Naturels

Monsieur le Maire indique que la commune de Sainte-Adresse est soumise à une réflexion, sur les risques naturels concernant la partie éboulement de falaise et glissement de terrain sur le secteur du Nice Havrais étendu vers le haut du Cap de la Hève.

Ce PPRN fera état de dispositions restrictives pour l'urbanisation afin d'éviter l'exposition des populations au danger ; la date d'entrée en vigueur de ce PPRN est prévue avant la fin de l'année 2019.

Monsieur le Maire rappelle qu'il ne sera désormais pas aisé d'envisager de construire des habitations dans cette zone.

II- Devenir de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime

Monsieur le Maire indique que les travaux ont débuté sur le site ; il fait part également des inquiétudes des riverains liées au désamiantage.

Monsieur le Maire rappelle qu'il n'y a pas de grande quantité d'amiante dans les bâtiments de l'ENSM mais qu'il y en a dans toutes les bâtisses ; il explique que la peinture de l'époque, utilisée en première sous-couche, était mélangée à des fibres d'amiante peu dangereuse d'après les services de l'Etat.

Cependant, il est nécessaire, voire indispensable, à l'occasion de cette démolition/ reconstruction de débarrasser les lieux de toute pollution nocive pour la santé.

III - Remerciements pour les subventions

Monsieur le Maire indique que l'Association « Bibliothèque Claude Monet » remercie la municipalité pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

IV - Attribution de subventions

Monsieur le Maire fait part des subventions qui ont été attribuées à la ville par le Département et au titre de la Dotation de Soutien à L'investissement Local

- Par le Département

24.172 € - réfection étanchéité de la toiture terrasse de l'Espace Sarah Bernhardt

21.075 € - réfection de la toiture du gymnase Tabarly

12.637 € - mise en conformité du groupe scolaire Antoine Lagarde

- Au titre de la Dotation de Soutien à L'investissement Local (DSIL)

30.284,29 € - photovoltaïque au gymnase Tabarly

10.672,35 € - accessibilité des bâtiments communaux

19.337,90 € - réfection de la toiture de l'Espace Sarah Bernhardt

16.859,78 € - réfection de la toiture du gymnase Tabarly

Monsieur le Maire ajoute que la Région devrait subventionner l'implantation des panneaux photovoltaïques du Gymnase Tabarly sur la partie « phase de travaux ».

Monsieur le Maire remercie au titre des subventions allouées à la ville : l'Etat, via l'EPFN, la Région, le Département et les services de la ville.

V – Etude de développement d'une troisième ligne de tramway

Monsieur le Maire fait part d'un courrier qu'il souhaite faire parvenir à Monsieur Jean-Baptiste Gastinne, Maire du Havre, concernant le projet de développement d'une troisième ligne de tramway qui emprunterait les rues de Sainte-Adresse afin d'offrir une desserte pertinente de transports en commun aux dionysiens.

Courrier présenté par Monsieur le Maire à l'ensemble du conseil municipal :

Le 26 septembre 2019

Le Maire de Sainte-Adresse
Vice-Président de la Région Normandie
Vice-Président de la Communauté Urbaine
Le Havre Seine Métropole

à

Monsieur Jean-Baptiste GASTINNE
Président de la Communauté Urbaine
Le Havre Seine Métropole
19 rue Georges Braque
CS 70854
76085 LE HAVRE cédex

Réf. : HDB/VCL

Objet : **Etude de développement d'une troisième ligne de tramway**

Monsieur le Président,

Comme j'ai eu l'occasion de le rappeler lors de la dernière séance plénière de la Communauté Urbaine, les habitants de Sainte-Adresse sont très heureux de l'intérêt porté au développement du réseau de transport en commun sur notre ville. D'autant que la naissance d'un nouveau quartier au Cap de la Hève, avec plus de 250 logements nouveaux, le nécessite.

Vous me faites part d'un projet de tramway, qui passerait place Clémenceau, emprunterait les rues Reine Élisabeth, la place de la Broche à Rôtir puis la rue de Vitanval et aboutirait à la construction d'un terminal tramway place Hyacinthe Candon.

Après étude, je vous confirme que cette solution ne nous paraît pas la plus pertinente. Les routes empruntées sont très étroites et nous obligeront à une utilisation mixte véhicules/tramway. L'une d'entre elles est par ailleurs située en zone de fragilité due à l'abondance des sources dans le vallon, et ne peut supporter d'infrastructures lourdes.

Quant à la place Hyacinthe Candon, elle est au cœur de notre village et abrite aujourd'hui un marché extrêmement fréquenté.

Enfin, le quartier du Cap de la Hève ne sera pas desservi dans cette option.

Le conseil municipal a exprimé le souhait d'une boucle locale, réalisée à l'aide d'une infrastructure légère utilisant les véhicules électriques autonomes développés par Veolia ou Keolis. Cette boucle locale partirait de la plage et du terminal de tramway, pourrait desservir le boulevard maritime, la place Clémenceau et la rue Reine Élisabeth, la rue de Vitanval, la place Hyacinthe Candon, la rue d'Ignauval, la place Quirié, la rue du Carrousel, le Cap de la Hève, le boulevard Félix Faure, la place Frédéric Sauvage et le retour place Clémenceau.

Cette boucle, connectée au tramway au Sud et au réseau de bus au Nord, pourrait servir à la fois aux étudiants et lycéens, aux dionysiens se rendant en centre-ville ou à la gare et également aux touristes, leur permettant de parcourir tout le littoral en faisant la jonction entre la plage, le musée Malraux et le terminal croisière.

Je peux vous assurer, Monsieur le Président, que ce qui sera très apprécié par les touristes étrangers arrivant à la pointe de Floride sera très bien supporté également par les dionysiens et tous les havrais habitant le bord de mer.

Plus largement, je souhaite que soit intégrée aux études portant sur la desserte et les conditions de circulation à Sainte-Adresse une réflexion sur le devenir des deux axes routiers partant de la place de la Broche à Rôtir pour desservir Le Havre, à savoir la rue Général de Gaulle et les rues Edith Cavell, Albert Dubosc, Reine Elisabeth.

Ces routes appartiennent aujourd'hui au Département, mais il est fort probable qu'une demande soit engagée à court terme par cette Collectivité pour les rétrocéder à la Communauté Urbaine.

Cette perspective me paraît constituer une excellente opportunité pour transformer ces axes en voies à la circulation apaisée, conformes aux préoccupations de nos concitoyens et aux impératifs qui sont les nôtres en matière de développement durable.

Leur mise en sens unique, la réalisation de pistes cyclables et de trottoirs élargis, l'enfouissement des réseaux contribueraient à répondre à ces objectifs.

Naturellement, ces travaux devront s'inscrire dans un schéma plus global intégrant les voies de circulation desservant l'ouest de la Ville du Havre. Je pense notamment au boulevard Albert 1^{er} et à la rue de Sainte-Adresse.

Il s'agit là d'un projet très ambitieux visant à repenser les modes de mobilité, mais sur lequel nous ne pourrions, il me semble, faire l'impasse, et je serais très heureux de pouvoir discuter de cette proposition avec vous.

Vous remerciant par avance de l'intérêt qui pourra être porté à ma démarche, et de la suite qui lui sera réservée, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Hubert DEJEAN de la BATIE

Discussion :

Monsieur le Maire cite en exemple la ville de Rennes, désormais pourvue d'un tramway en son centre, où se côtoient une voie cyclable et une voie circulatoire séparées entre elles par de la végétation.

Monsieur le Maire précise que la proposition faite à Monsieur Gastinne, Maire du Havre, sur le projet de cette 3^{ème} ligne de tramway lui semble intéressante et que le projet mérite un travail de réflexion commune.

Madame Derudder rappelle l'utilité des véhicules autonome sur le territoire de Sainte-Adresse.

Monsieur le Maire souligne que ces véhicules se déplacent à 20 km/h et pourraient ainsi contribuer au ralentissement de la circulation sur la commune.

Le conseil municipal donne son accord à l'unanimité sur le projet de courrier ci-dessus mentionné qui sera adressé à Monsieur Jean-Baptiste Gastinne, Maire du Havre.

Monsieur le Maire fait part des décisions qu'il a prises conformément à l'article L2122-22 du code Général des Collectivités Territoriales.

Décisions du Maire

Décision n° 43.2019 Convention d'occupation du domaine public – ville de Sainte-Adresse/le cirque musical – place Maréchal Joffre

Décision n° 44.2019 Affaire Monsieur et Madame Renaux c/ville de Sainte-Adresse – représentation de la commune

Décision n° 45.2019 Affaire Madame Elisabeth Audoin c/ville de Sainte-Adresse – représentation de la commune

Décision n° 46.2019 Travaux d'accessibilité au Groupe Scolaire Antoine Lagarde – signature des marchés de travaux

Décision n° 47.2019 Accueil d centre de loisirs au groupe scolaire Antoine Lagarde – signature des marchés de travaux

Décision n° 48.2019 Edition du magazine municipal et des lettres périodiques – contrat avec l'agence Edit .com

Décision n° 49.2019 Fondation du Patrimoine – cotisation – année 2019

Décision n° 50.2019 Commande de travaux – société ENEDIS – déplacement d'ouvrages ENSM

Décision n° 51.2019 Commande de travaux – société Martin père et fils – jardinières place Clémenceau

Décision n° 52.2019 Commande de travaux – société des jardins d'Albâtre – taille d'éclaircie

Décision n° 53.2019 Nettoyage, dégraissage et désinfection des circuits d'extractions de buées grasses des cuisines de la ville

Décision n° 54.2019 Marché d'exploitation des installations thermiques des bâtiments communaux – entreprise CRAM

Décision n°55.2019 Concours de fleurissement 2019 – acquisition de 12 bons d'achat pour récompenser les vainqueurs

Décision n° 56.2019 Travaux d'accessibilité au Groupe Scolaire Antoine Lagarde – lot n° 1 - avenant de transfert

Ordre du jour

Ordre du jour

Appel nominal

Désignation du secrétaire de séance

Approbation du procès-verbal de la séance de conseil municipal du 1^{er} juillet 2019

1 - Transferts de Charges- rapport de la Commission Locale d'Evaluation des transferts de charges

2 - Vente du Cocci Market à Logéo – autorisation – signature

3 - Protocole Ville de Sainte-Adresse/Communauté Urbaine/Etablissement Public Foncier de Normandie – Aménagement de l'ancienne ENSM

4 – Personnel Municipal

- a) Mise à disposition de deux fonctionnaires titulaires - convention – signature - autorisation
- b) Mise à disposition d'une fonctionnaire titulaire – convention – signature - autorisation
- c) Suppression d'un poste d'adjoint technique à temps non complet
- d) Recrutement d'un agent contractuel pour une durée déterminée – accroissement temporaire d'activité

5 - Revalorisation des tarifs communaux - année 2020

6 - Règlement Général sur la Protection des Données – délégué à la protection des données – convention avec le Centre de Gestion –signature - autorisation

7 - Mise en place du paiement en ligne – convention avec la Direction Générale des Finances Publiques – signature – autorisation

8 – Gymnase Eric Tabarly – salle omnisport – activité danse – convention d'occupation – avenant n° 4 – signature – autorisation.

9 – Mise à disposition de la cour de l'Ecole maternelle du Manoir – Convention – signature – autorisation

10 – Association Clown'hop – subvention - attribution

Questions diverses

Monsieur Luc Lefèvre expose ce qui suit :

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°3 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU TRANSFERT DE LA CONTRIBUTION COMMUNALE AU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS (SDIS) – ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert de la contribution communale au Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.) »,

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif à l'évaluation des charges relatives au transfert de la contribution communale au Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.) »,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 3.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges afférent à la contribution communale au Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.), notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert de la contribution communale au Service Départemental d'Incendie et de Secours (S.D.I.S.) – dossier numéro 3 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant :

| | Service Dep. Incendie et Secours |
|--------------------------|-------------------------------------|
| Angerville-l'Orcher | 17 889 € |
| Anglesqueville-l'Esneval | 7 356 € |
| Beaurepaire | 6 114 € |
| Benouville | 1 989 € |
| Bordeaux-Saint-Clair | 8 808 € |
| Cauville Sur Mer | 19 335 € |
| Criquetot-l'Esneval | 39 883 € |
| Cuverville | 4 543 € |
| Epouville | 45 768 € |
| Epretot | 10 131 € |
| Etainhus | 14 997 € |
| Etretat | 50 598 € |
| Fongueusemare | 2 642 € |
| Fontaine-la-Mallet | 43 579 € |
| Fontenay | 15 648 € |
| Gainneville | 36 878 € |
| Gommerville | 10 079 € |
| Gonfreville-l'Orcher | 465 590 € |
| Gonneville-La-Mallet | 18 945 € |
| Graimbouville | 7 715 € |
| Harfleur | 162 918 € |
| Hermeville | 5 786 € |
| Heuqueville | 9 671 € |
| La Cerlangue | 21 627 € |
| La Poterie-Cap-D'Antifer | 4 914 € |

| | |
|-----------------------------|-------------|
| La Remuée | 18 292 € |
| Le Havre | 8 357 836 € |
| Le Tilleul | 9 837 € |
| Les Trois-Pierres | 11 246 € |
| Manéglise | 18 510 € |
| Mannevillette | 10 731 € |
| Montivilliers | 304 581 € |
| Notre Dame du Bec | 5 895 € |
| Octeville sur Mer | 85 494 € |
| Oudalle | 17 440 € |
| Pierrefiques | 1 649 € |
| Rogerville | 59 669 € |
| Rolleville | 17 830 € |
| Sainneville | 12 852 € |
| Saint-Aubin-Routot | 17 575 € |
| Sainte-Adresse | 135 908 € |
| Sainte-Marie-Au-Bosc | 3 169 € |
| Saint-Gilles-de-la-Neuville | 8 741 € |
| Saint-Jouin-Bruneval | 50 159 € |
| Saint-Laurent-de-Brevedent | 22 672 € |
| Saint-Martin-du-Bec | 8 474 € |
| Saint-Martin-du-Manoir | 21 673 € |
| Saint-Romain-de-Colbosc | 69 949 € |
| Saint-Vigor-d'Ymonville | 43 695 € |
| Saint-Vincent-Cramesnil | 7 791 € |
| Sandouville | 37 036 € |
| Turretot | 20 665 € |
| Vergetot | 5 426 € |
| Villainville | 4 478 € |

| | |
|-------|--------------|
| Total | 10 422 676 € |
|-------|--------------|

**FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT
DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°4 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU
TRANSFERT DE LA COMPETENCE VOIRIE – ADOPTION**

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert de la compétence « voirie ».

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif à l'évaluation des charges relatives à la compétence « voirie » et comprenant un volet « valorisation des charges nettes de fonctionnement voirie », un volet « valorisation des charges de personnel et des charges indirectes », un volet « valorisation des charges d'investissement nettes » et un volet « valorisation des frais financiers ».

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 4.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatives à la compétence « voirie », notifié le 19 septembre ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert de la compétence « voirie » – dossier numéro 4 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant , à compter du 1^{er} janvier 2019,

| | Voirie |
|--------------------------|--------------|
| | Total |
| Angerville-l'Orcher | 38 117 € |
| Anglesqueville-l'Esneval | 17 234 € |
| Beaurepaire | 10 500 € |
| Benouville | 7 105 € |
| Bordeaux-Saint-Clair | 25 742 € |
| Cauville Sur Mer | 52 731 € |
| Criquetot-l'Esneval | 112 254 € |
| Cuverville | 12 361 € |
| Epouville | 85 942 € |
| Epretot | 23 202 € |
| Etainhus | 48 706 € |
| Etretat | 54 227 € |
| Fongueusemare | 7 595 € |
| Fontaine-la-Mallet | 113 314 € |
| Fontenay | 41 101 € |
| Gainneville | 63 710 € |
| Gommerville | 31 220 € |
| Gonfreville-l'Orcher | 1 566 379 € |
| Gonneville-La-Mallet | 27 532 € |
| Graimbouville | 19 938 € |
| Harfleur | 318 349 € |
| Hermeville | 15 385 € |
| Heuqueville | 21 894 € |
| La Cerlangue | 46 240 € |
| La Poterie-Cap-D'Antifer | 13 591 € |
| La Remuée | 21 623 € |
| Le Havre | 14 569 054 € |
| Le Tilleul | 25 265 € |
| Les Trois-Pierres | 28 042 € |

| | |
|------------------------------------|---------------------|
| Manéglise | 37 813 € |
| Mannevillette | 33 311 € |
| Montivilliers | 1 075 711 € |
| Notre Dame du Bec | 20 095 € |
| Octeville sur Mer | 389 842 € |
| Oudalle | 45 210 € |
| Pierrefiques | 5 454 € |
| Rogerville | 62 314 € |
| Rolleville | 45 122 € |
| Sainneville | 19 209 € |
| Saint-Aubin-Routot | 66 032 € |
| Sainte-Adresse | 367 582 € |
| Sainte-Marie-Au-Bosc | 9 152 € |
| Saint-Gilles-de-la-Neuville | 29 416 € |
| Saint-Jouin-Bruneval | 73 088 € |
| Saint-Laurent-de-Brevedent | 47 747 € |
| Saint-Martin-du-Bec | 26 121 € |
| Saint-Martin-du-Manoir | 54 070 € |
| Saint-Romain-de-Colbosc | 209 757 € |
| Saint-Vigor-d'Ymonville | 36 807 € |
| Saint-Vincent-Cramesnil | 22 455 € |
| Sandouville | 45 526 € |
| Turretot | 46 820 € |
| Vergetot | 13 742 € |
| Villainville | 11 340 € |
| Total | 20 212 091 € |

FINANCES – COMMISSION LOCALE D’EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°5 – TRANSFERT DES PARCS DE STATIONNEMENT EN OUVRAGE- ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s’est réunie le 13 septembre dernier afin d’évaluer les charges relatives au transfert des parcs de stationnement en ouvrage.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d’adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert de charges relatives aux parcs de stationnement en ouvrage,

CONSIDERANT que l’ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 5.

CONSIDERANT qu’il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif transfert de charges relatives au transfert des parcs de stationnement en ouvrage, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D’approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert des parcs de stationnement en ouvrage – dossier numéro 5 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant : prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 1.971.988 € à l’encontre de la commune du Havre ;

FINANCES – COMMISSION LOCALE D’EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°6 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU TRANSFERT DU PLAN LOCAL D’URBANISME ET DOCUMENTS D’URBANISME – ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d’Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s’est réunie le 13 septembre dernier afin d’évaluer les charges relatives au transfert du Plan Local d’Urbanisme et des documents d’urbanisme.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert du Plan Local d'Urbanisme et des documents d'urbanisme;

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 6.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif aux Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- ☐ **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert du plan local d'urbanisme (PLU) et des documents d'urbanisme – dossier numéro 6 ;
- ☐ **de valider** le montant du transfert de charges suivant : Prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 139.540 € à l'encontre de la commune du Havre ;

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°7 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AUX OPERATIONS D'HABITAT ET D'AMELIORATION DE L'HABITAT – ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert des opérations d'Habitat et d'amélioration de l'habitat.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert des opérations d'Habitat et d'amélioration de l'habitat,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 7.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif aux opérations d'Habitat et d'amélioration de l'habitat, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert des opérations d'Habitat et d'amélioration de l'habitat – dossier numéro 7 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant : prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, à l'encontre de la commune du Havre de 648.664 €.

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°8 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AUX TRANSFERT DES RESEAUX DE CHALEUR OU DE FROID URBAINS – ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert des réseaux de chaleur ou de froid urbains.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert des réseaux de chaleur ou de froid urbains,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 8.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif au transfert des réseaux de chaleur ou de froid urbains, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert des réseaux de chaleur ou de froid urbain – dossier numéro 8 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant :
 - o Restitution, sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019 de 174.112 € en faveur de la commune du Havre ;
 - o Restitution, sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019 de 18.279 € en faveur de la commune de Gonfreville-l'Orcher.

=====

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°9 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU TRANSFERT DES CONCESSIONS D'ELECTRICITE ET DE GAZ- ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert des concessions d'électricité et de gaz.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert des concessions d'électricité et de gaz,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 9.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif au transfert des concessions d'électricité et de gaz notifié le 19 septembre 2019;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert des concessions d'électricité et de gaz – dossier numéro 9 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant :
 - o Restitution, sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 364.679 € en faveur de la commune du Havre ;
 - o Restitution, sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 7.003 € en faveur de la commune de Gonfreville-l'Orcher.

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°10 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES A LA RESTITUTION DES AIDES POUR L'ACQUISITION DE FOURNITURES SCOLAIRES ET POUR LES SORTIES PEDAGOGIQUES – ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives aux fournitures scolaires et aux aides aux sorties scolaires.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif à la restitution des aides pour l'acquisition de fournitures scolaires et pour les sorties pédagogiques,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 10.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif à la restitution des aides pour l'acquisition de fournitures scolaires et pour les sorties pédagogiques, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif à la restitution des aides pour l'acquisition de fournitures scolaires et pour les sorties pédagogiques – dossier numéro 10 ;

- **de valider** le montant du transfert de charges suivant :

| | Fournitures scolaires et sorties pédagogiques |
|--------------------------|---|
| Angerville-l'Orcher | |
| Anglesqueville-l'Esneval | |
| Beaurepaire | |
| Benouville | |
| Bordeaux-Saint-Clair | |
| Cauville Sur Mer | |
| Criquetot-l'Esneval | -14 000 € |
| Cuverville | |
| Epouville | |
| Epretot | -1 500 € |
| Etainhus | -2 610 € |
| Etretat | |
| Fongueusemare | |
| Fontaine-la-Mallet | |
| Fontenay | |
| Gainneville | |
| Gommerville | -1 290 € |
| Gonfreville-l'Orcher | |
| Gonneville-La-Mallet | |

| | |
|-----------------------------|-----------|
| Graimbouville | -1 440 € |
| Harfleur | |
| Hermeville | |
| Heuqueville | |
| La Cerlangue | -2 400 € |
| La Poterie-Cap-D'Antifer | |
| La Remuée | -2 910 € |
| Le Havre | |
| Le Tilleul | |
| Les Trois-Pierres | -1 920 € |
| Manéglise | |
| Mannevillette | |
| Montivilliers | |
| Notre Dame du Bec | |
| Octeville sur Mer | |
| Oudalle | -570 € |
| Pierrefiques | |
| Rogerville | |
| Rolleville | |
| Sainneville | -1 470 € |
| Saint-Aubin-Routot | -2 520 € |
| Sainte-Adresse | |
| Sainte-Marie-Au-Bosc | |
| Saint-Gilles-de-la-Neuville | -1 440 € |
| Saint-Jouin-Bruneval | |
| Saint-Laurent-de-Brevedent | -4 258 € |
| Saint-Martin-du-Bec | |
| Saint-Martin-du-Manoir | |
| Saint-Romain-de-Colbosc | -23 992 € |
| Saint-Vigor-d'Ymonville | -2 940 € |
| Saint-Vincent-Cramesnil | -1 230 € |
| Sandouville | -2 220 € |
| Turretot | |
| Vergetot | |
| Villainville | |
| | |
| Total | -68 710 € |

**FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT
DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°11 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU
TRANSFERT DE LA COMPETENCE «PROMOTION DU TOURISME ET CREATION D'OFFICE DE
TOURISME » - ADOPTION**

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives au transfert de la compétence « promotion du tourisme et création d'office de tourisme ».

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert de la compétence « promotion du tourisme et création d'office de tourisme »,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 11.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif au transfert de la compétence « promotion du tourisme et création d'office de tourisme », notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert de la compétence « promotion du tourisme et création d'office de tourisme » – dossier numéro 11 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant : prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 31 712 € à l'encontre de la Commune d'Etretat ;

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°12 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES A LA MUTUALISATION DE LA DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION AVEC LA COMMUNE D'OCTEVILLE SUR MER- ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives à la mutualisation de la direction des systèmes d'information avec la commune d'Octeville sur Mer.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif à la mutualisation de la direction des systèmes d'information avec la commune d'Octeville sur Mer,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;

CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 12.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif à la mutualisation de la direction des systèmes d'information avec la commune d'Octeville sur Mer, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif à la mutualisation de la direction des systèmes d'information avec la commune d'Octeville sur Mer – dossier numéro 12 ;
- **de valider** le montant du transfert de charges suivant : prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 42 185.40 € à l'encontre de la Commune d'Octeville Sur Mer.

FINANCES – COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES– RAPPORT DU 13 SEPTEMBRE 2019 – DOSSIER N°13 – EVALUATION DES CHARGES RELATIVES AU TRANSFERT DE LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS DU LABEL PAYS D'ART ET D'HISTOIRE- ADOPTION

M. le Maire. - La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) s'est réunie le 13 septembre dernier afin d'évaluer les charges relatives aux équipements du label Pays d'Art et d'Histoire.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur le rapport de cette commission dans un délai maximum de 3 mois à compter de sa notification.

Sur ces bases, il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Impôts et notamment son article 1609 nonies C ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 20190028 du conseil communautaire de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole du 15 janvier 2019 créant la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées ;

Vu le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (C.L.E.C.T.) réunie le 13 septembre 2019 relatif au transfert de la gestion et l'exploitation des équipements du label Pays d'Art et d'Histoire,

CONSIDERANT que l'ensemble des Conseils Municipaux des communes membres de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole doit se prononcer, sur le rapport de la C.L.E.C.T., dans un délai maximum de trois mois à compter de sa notification ;


CONSIDERANT que le rapport de la C.L.E.T.C. joint en annexe précise la méthodologie mise en œuvre afin de valoriser au plan financier les éléments relatifs à la compétence transférée – dossier numéro 13.

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer sur le nouveau transfert de charges relatif au transfert de la gestion et l'exploitation des équipements du label Pays d'Art et d'Histoire, notifié le 19 septembre 2019 ;

VU le rapport de Monsieur le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

 **D'approuver** le rapport définitif de la C.L.E.T.C. du 13 septembre 2019 joint en annexe et relatif au transfert de la gestion et l'exploitation des équipements du label Pays d'Art et d'Histoire – dossier numéro 13 ;

 **de valider** le montant du transfert de charges suivant : prélèvement sur les attributions de compensation, dès le 1^{er} janvier 2019, de 218 003 € à l'encontre de la commune du Havre.

Discussion

Monsieur le Maire souligne que l'étude de ces transferts de charges a nécessité un travail de longue haleine, (environ une année) de la part de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées et fait observer, à ce titre, que les échanges conclus entre la ville et la Communauté Urbaine sont satisfaisants.

Monsieur le Maire rappelle que, lorsque des compétences sont transférées, les charges qui concourent à ces activités doivent également être transférées ; il souhaiterait, à ce titre, que l'Etat procède de même en la matière.

Monsieur le Maire rappelle que les délibérations relatives à la Commission d'Evaluation des charges transférées doivent être approuvées de façon individuelle ;

Le conseil municipal procède donc au vote des dossiers n° 3 à 13 et, après en avoir délibéré, donne son accord à l'unanimité sur les dossiers 3 à 13.

Monsieur le Maire fait observer que la question n° 2 « Cocci market – vente à logéo » est retirée de l'ordre du jour et reportée à la prochaine séance de conseil municipal, les documents notariés étant en cours d'instruction.

**Protocole Ville de Sainte-Adresse/ Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole/
Etablissement Public Foncier de Normandie
Aménagement du site de l'ENSM**

Monsieur Luc Lefèvre expose ce qui suit :

« Un Programme d'Action Foncière a été signé en mai 2016 entre la CODAH (devenue CU LHSM au 1^{er} janvier 2019) et l'Etablissement Public Foncier de Normandie, ayant pour objet la constitution de réserves foncières nécessaires aux projets d'aménagement de l'agglomération. L'un des objectifs de ce contrat est de doter la Communauté Urbaine du foncier nécessaire à la réalisation de logements compatibles avec le Programme Local de l'Habitat.

Ce contrat s'appuie sur un programme foncier décliné en fiches d'intervention, dont l'une concerne le site dit de la « Marine Marchande », à Sainte-Adresse, correspondant à l'ancienne implantation de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime, propriété de l'Etat, dont les activités ont été transférées au Havre en 2015.

Dans ce cadre, à la demande de la Ville de Sainte-Adresse, formalisée par délibération du 16 novembre 2017, l'EPFN a exercé le droit de priorité auprès de l'Etat pour se rendre acquéreur de l'ensemble immobilier constitué de 2 parcelles (XD n°180 et 181), pour une contenance totale de 34 551 m², sur lequel sont édifiés 6 bâtiments :

- . le bâtiment central, occupant une surface au sol de 1.862 m², élevé sur 6 niveaux
- . une chaufferie/bâtiment abritant une centrale à vapeur, représentant une surface de 2.100 m² au sol sur 2 niveaux
- deux bâtiments jumeaux dits externats : 688 m² au sol sur 2 niveaux
- une tour de refroidissement de 15 m de hauteur et d'un diamètre de 15 mètres

L'acquisition par l'EPFN du site de l'ENSM a été réitérée par acte authentique de vente signé le 29 novembre 2018 avec l'Etat, pour un montant de 2.140.000 € (délibérations du 22 mai 2017 donnant accord sur le prix de vente, et du 25 septembre 2017 pour autoriser la signature de l'acte). L'acte de vente prévoit une clause de complément de prix pour toute revente par l'EPFN dans les 5 ans si le prix de revente diminué du coût des travaux de démolition/désamiantage est supérieur au prix de vente. 50 % de la plus-value ainsi réalisée serait reversée à l'Etat.

La Ville de Sainte-Adresse et l'EPF Normandie ont signé le 27 février 2018 une convention d'intervention visant à confier à cet établissement, dans le cadre du Fonds friche Régional, une mission de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux de désamiantage, de démolition et dépollution, afin de permettre la réutilisation ultérieure du site. Les travaux prévoient en première phase la démolition de l'ensemble des bâtiments, excepté le bâtiment principal, qui fera l'objet, en seconde phase, de travaux de désamiantage lui permettant de trouver un nouvel usage. Les travaux de la première phase ont débuté cet automne. L'achèvement du chantier est prévu pour octobre 2020.

Enfin, par délibération du 1^{er} octobre 2018, le conseil municipal a autorisé la signature d'une convention d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage avec l'EPFN pour accompagner la Ville, sur les aspects juridiques, financiers et urbanistiques dans la procédure de dévolution du foncier à un aménageur/promoteur choisi après mise en concurrence, qui sera chargé de la conception et de la réalisation d'un projet urbain et immobilier sur le site.

Compte tenu des particularités de l'intervention de l'EPF Normandie, pour le compte d'une collectivité qui n'est pas directement signataire du Programme d'Action Foncière, il est nécessaire de préciser par un protocole tripartite les modalités d'application de cette intervention.

Dans ce protocole sont ainsi rappelés :

- 1- les conditions d'acquisition et de rétrocession de l'ensemble immobilier
. les modalités de la procédure de consultation d'opérateurs et de dévolution foncière, et notamment, le programme de l'opération immobilière, les équipements publics rendus nécessaires par le projet (voirie), les conditions de la vente à l'issue de la consultation des opérateurs
. la composition des instances de décision et de suivi de la procédure de choix de l'opérateur
- 2- les conditions de la gestion de l'ensemble immobilier avant la dévolution à l'opérateur retenu,
- 3- le suivi de l'état environnemental du site après travaux

Ce protocole prendra fin après cession complète des biens et apurement des comptes de l'opération entre la Ville et l'EPFN.

Au vu de toutes ces informations, je vous propose de m'autoriser à signer ce protocole entre la Ville de Sainte-Adresse, la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole et l'Etablissement Public Foncier de Normandie ».

Discussion

Monsieur le Maire indique que c'est l'ensemble du quartier du Cap qui va être réaménagé selon les étapes suivantes :

- réfection des immeubles LOPOFA
- réaménagement du quartier de l'ENSM (cahier des charges en cours de réalisation)
- valorisation touristique du site du Cap de la Hève : point d'accueil pour les touristes, découverte de la nature, espace Natura 2000 (y compris les terrains du conservatoire du littoral autour du Phare).

Monsieur le Maire rappelle que la ville du Havre soutient également une opération de renaturation sur son territoire ; ce projet, une fois abouti, permettra ainsi de relier les 3 phares de la côte d'Albâtre : Sainte-Adresse, Antifer et le Cap d'Ailly.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal donne son accord à l'unanimité

PERSONNEL MUNICIPAL
Mise à disposition de deux fonctionnaires titulaires
Convention-signature-autorisation

Madame Fischer expose ce qui suit :

« Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant qu'il est nécessaire de promouvoir les activités sportives auprès des enfants de la commune, deux fonctionnaires territoriaux viendront apporter un aide technique à l'équipe enseignante de l'école primaire.

Considérant que ces deux fonctionnaires sont titulaires d'une carte professionnelle d'Educateur Sportif, une convention de mise à disposition peut être directement signée entre l'Education Nationale

et la ville de SAINTE-ADRESSE, selon l'organisation suivante qui prendra effet le 25 septembre 2019 pour une durée de trois ans :

- Un Animateur Principal de 1^{ère} classe, à raison de 4 heures par semaine d'école,
- Un Adjoint d'Animation Principal de 2^{ème} classe, à raison de 13 heures par semaine d'école.

Considérant l'avis du Comité Technique du 19 septembre 2019,

Dès lors, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ».

Discussion

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit là d'une régularisation.

Madame Msica Guérout fait observer que peu d'école bénéficie de soutien au sport.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal donne son accord à l'unanimité.

PERSONNEL MUNICIPAL
Mise à disposition d'une fonctionnaire titulaire
Convention-signature-autorisation

Madame Fischer expose ce qui suit :

« Vu la loi NOTRe n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant qu'il n'existe pas de bibliothèque municipale dans la commune de SAINTE-ADRESSE,

Considérant l'intérêt de promouvoir la lecture auprès des jeunes élèves, il est prévu qu'une fonctionnaire territoriale titulaire du grade d'Assistant de Conservation Principal de 1^{ère} classe du Patrimoine et des Bibliothèques intervienne en milieu scolaire pour apporter un soutien aux enseignants dans l'apprentissage des savoirs fondamentaux et de l'éducation culturelle.

Pour ce faire, cet agent sera mis à disposition de l'Education Nationale, à compter du 25 septembre 2019, pour une durée de trois ans, à raison de 27 heures par semaine d'école.

Considérant l'avis du Comité Technique du 19 septembre 2019,

Dès lors, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention de mise à disposition ».

Discussion

Monsieur le Maire indique qu'il s'agit également là d'une régularisation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal donne son accord à l'unanimité.

PERSONNEL MUNICIPAL
Suppression d'un poste d'Adjoint Technique à temps non complet (31,50/35^{ème})

Madame Fischer expose ce qui suit :

« Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant la radiation des effectifs au 1^{er} août 2019 d'un Adjoint Technique ayant démissionné après une fin de disponibilité pour convenances personnelles,

Considérant l'avis du Comité Technique du 19 septembre 2019,

Je vous demande l'autorisation de supprimer au tableau des effectifs un poste d'Adjoint Technique à temps non complet au sein des services scolaires ».

Après en avoir délibéré, le conseil municipal donne son accord à l'unanimité.

PERSONNEL MUNICIPAL

Recrutement d'un agent contractuel pour une durée déterminée
(Article 3 1° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984)
-Accroissement temporaire d'activité-

Madame Fischer expose ce qui suit :

« Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 1°,

Vu l'avis du Comité Technique du 19 septembre 2019,

Suite à l'installation du Centre de Loisirs Sans Hébergement SANS DETOUR au sein du Groupe Scolaire Antoine Lagarde et dans les locaux de La Marguerite, des travaux d'aménagement intérieur sur ces deux sites sont nécessaires.

Je vous demande donc l'autorisation de créer un emploi non permanent pour faire face à ce surcroît temporaire d'activité, au grade d'Adjoint Technique, 1^{er} échelon, relevant de la catégorie hiérarchique C, sur une durée de travail hebdomadaire de 35H00 du 1^{er} octobre au 30 novembre 2019 inclus et de 32H00 hebdomadaire du 1^{er} au 31 décembre 2019 inclus.

Cet emploi non permanent sera occupé par un agent contractuel recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de trois mois, du 1^{er} octobre au 31 décembre 2019 inclus.

La rémunération de l'agent sera calculée par référence à l'indice brut 348, du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal donne son accord à l'unanimité.

DROITS DE VOIRIE - TARIF AU 1^{er} JANVIER 2020

| n° | Désignation des articles | 2019 | 2020 |
|----|--|----------------------|----------------------|
| 1 | a) Drapeaux, panonceaux, cadrans, enseignes non lumineuses en saillie : a. l'unité avec publicité (forfait annuel) b) Enseignes lumineuses en saillie : b. l'unité avec publicité (forfait annuel) Catégorie 1 (≤ 5 m) Catégorie 2 (≥ 5 m) | 20 € 24 € 45 € | 21 € 25 € 47 € |
| 2 | Appareil automatique, distributeur, etc par unité - fixe sur mur ou trottoir (forfait annuel) | 24 € | 25 € |
| 3 | Occupation du domaine public (dépôt de matériaux, installations d'échafaudage, matériel ou engin quelconque, et occupations diverses a) sans installation de clôture de chantier réglementaire – le m ² (occupation ≥ à 1jour et ≤31 jours) b) Avec installation de clôture de chantier – le m ² (occupation ≥ à 1jour et ≤ 31 jours) | 8 € 6 € | 9 € 7 € |
| 4 | Étalages mobiles sur trottoirs jusqu'à 1 m d'emprise le mètre linéaire | 21 € | 22 € |
| 5 | Tables mobiles de café, débits, etc... dans les conditions réglementaires sièges compris et sous réserve du respect du cahier des charges municipal (forfait annuel) - chaque table | 18 € | 19 € |
| 6 | Paravents mobiles de café ou caisses à fleurs ou d'arbustes devant accompagner les cafés, débits, etc... sur les terrasses que ces établissements sont admis à former sur les trottoirs (le 1/3 de la largeur du trottoir au maximum) - par unité (forfait annuel) EXONERATION pour les commerçants contribuant à l'embellissement de la ville (aménagement végétalisé au droit des vitrines – délibération n° 17 du 18 mai 2015) | 11 € | 12 € |
| 7 | Panneaux, annonces ou publicité posées sur trottoirs sur supports indépendants : - le m ² (forfait annuel) | 113 € | 115 € |
| 8 | Tourniquets à cartes postales, rôtissoires, glacières, supports objets, porte-menus, lanterne-façade, accessoires mobiles de publicité, etc... - par unité (forfait annuel) | 19 € | 20 € |
| 9 | Emplacement panneaux publicitaires fixes - par m ² (forfait annuel) | 20 € | 21 € |
| 10 | Droit de location de place pour les marchands ambulants (marchés ou places publiques) - par emplacement 2 m x 2 m (toute tranche entamée est due) | 7 € | 8 € |
| 11 | Droit de location de place sur le marché pour les étalages ponctuels (annuel ou saisonnier) - par emplacement linéaire : ≤3 m + 3 m ≤ 6 m + 6 m | 4 € 5 € 6 € | 5 € 6 € 7 € |

Montant revalorisé de 1,5 €

Montant inférieur ou égal à 25 € : arrondi à l'€ supérieur

Après en avoir délibéré, le conseil municipal donne son accord à l'unanimité.

Règlement Général sur la Protection des Données
Délégué à la Protection des Données
Convention avec le Centre de Gestion – signature – autorisation

Monsieur Lebourg expose ce qui suit :

« Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) entré en application en mai 2018 implique la désignation au sein de notre collectivité, d'un délégué à la protection des données.

Le rôle de ce délégué consiste :

- A informer et à conseiller le responsable du traitement des données de la ville, à savoir le Maire ainsi que les agents municipaux.
- Contrôler le respect du règlement.
- Coopérer avec l'autorité de contrôle la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) et être le point de contact avec celle-ci.

Pour ce faire, le Délégué à la Protection des données devra :

- Mettre en œuvre un diagnostic du traitement des données à caractère personnel en place ou à venir dans la collectivité.
- Réaliser une étude d'impact sur les traitements susceptibles d'engendrer un risque vis-à-vis des données.
- Elaborer un plan d'actions et produire un bilan annuel de son activité.

Le Centre de Gestion de la Seine Maritime propose à ses collectivités et établissements adhérents de les aider à répondre à leurs obligations réglementaires en mettant à leur disposition des moyens humains et matériels (logiciels).

Ainsi la ville de Sainte-Adresse serait susceptible de bénéficier des services d'un délégué à la protection des données, dont la prise en charge serait mutualisée entre plusieurs collectivités.

Cette mission d'accompagnement dont le coût s'élève à 1.500 € par an se traduit par une convention conclue pour une durée de 3 ans entre le Centre de Gestion et la ville que vous trouverez jointe en annexe de cette note.

Je vous demande ce soir de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ».

Discussion

Monsieur Lebourg indique que, malgré un coût élevé, cette convention est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable, si les prestations offertes sont conformes aux attentes de la commune.

Monsieur le Maire souligne qu'il n'y a pas de création de poste permanent du fait de la petite taille de Sainte-Adresse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité

Mise en place du paiement en ligne
Convention avec la Direction Générale des Finances Publiques
Signature – Autorisation

Monsieur Lebourg expose ce qui suit :

« Le décret 2018-689 du 1^{er} août 2018 rend progressivement obligatoire la mise à disposition d'un paiement en ligne pour les usagers (particuliers et entreprises) des collectivités locales.

Ce service dénommé PayFIP, dont l'utilisation restera facultative pour nos concitoyens, leur permettra d'effectuer les paiements par cartes bancaires, ou par prélèvement unique sur Internet procurant ainsi une souplesse d'utilisation conforme aux attentes des usagers.

Pour notre commune, les domaines susceptibles de bénéficier de ce paiement en ligne concernent la restauration scolaire, les loyers, les activités proposées dans le cadre de Vac'sport,...

Préalablement au lancement du travail technique à mettre en œuvre entre la Direction Générale des Finances Publiques, la Mairie et le service informatique mutualisé de la Communauté Urbaine, il convient de formaliser notre adhésion à ce service par le biais d'une convention entre la Direction Générale des Finances Publiques et la ville de Sainte-Adresse.

Je vous demande ce soir de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention ».

Discussion

Monsieur Lebourg fait observer que le coût pour la ville est fixé à 0,10 % par transaction et 0,25 % du montant lorsque ce mode de paiement sera utilisé.

Monsieur le Maire et Madame Mas indiquent que ce paiement en ligne, notamment applicable aux factures de cantine représentent un coût non négligeable pour la ville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité

Gymnase Eric Tabarly – salle omnisports – activité Danse **Convention d'occupation - Avenant n° 4 – signature - autorisation**

Monsieur Le bourg expose ce qui suit :

« Lors de la séance du conseil municipal du 2 juillet 2018, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer un avenant n° 3 à la convention d'occupation de la salle omnisports du gymnase Eric Tabarly afin de permettre à une professeure de danse d'y dispenser ses cours à raison de 52h50 par semaine.

Suite à l'établissement de nouveaux plannings d'occupation des installations sportives attribués aux associations pour l'année 2019, il s'avère qu'un total de 45 heures est attribué au titre de l'activité danse.

A cet effet, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer cet avenant n° 4 à la convention initiale portant sur la diminution du nombre d'heure de cours dispensés par semaine, les passant ainsi à 45h00, et de fixer la redevance annuelle à 7.220 € au lieu de 8.424 €.

Les articles 1, 4 et 6 seront donc modifiés comme suit :

Article 1 - Objet : nombre d'heures de cours dispensés par semaine : 45

Article 4 - Durée : un an à compter du 1^{er} septembre 2019

Article 6 : Participation : montant de la redevance annuelle d'occupation pour trois trimestres d'activités : 7.220 €

Les articles 2, 3, 5, 7,8 restent inchangés.

D'autre part, à l'instar de l'an passé, le professeur souhaiterait pouvoir stocker temporairement au kiosque, durant la période du 1^{er} mai au 30 juin 2020, du matériel lié à la préparation du spectacle de fin d'année.

Je vous demande de bien vouloir inscrire dans l'avenant n° 4 à la convention, l'ajout de cette mise à disposition ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité

**Convention de mise à disposition – Gymnase Eric Tabarly - Salle omnisports
Activité Danse - Avenant n° 4**

Entre les soussignés

Monsieur Hubert Dejean de la Bâtie, Maire de Sainte-Adresse, agissant au nom de la commune, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 septembre 2019,

D'une part

Et

Madame Aurélie Delafosse Professeure de danse, domiciliée 26 hameau de la Cayenne, 76292 Saint Martin du Manoir, dénommée ci-après « l'occupant »

D'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La ville de Sainte-Adresse met à disposition de l'occupant, qui accepte sous les conditions et pour la durée ci-après fixée, la salle omnisports du gymnase Tabarly, située rue Georges Boissaye du Bocage à Sainte-Adresse, afin qu'il y dispense des cours de danse à raison de **quarante-cinq heures par semaine**.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue **pour une durée d'une année à compter du 1^{er} septembre 2019** et est renouvelable, par reconduction expresse, pour la même durée, sans toutefois excéder 3 années soit jusqu'au 31 août 2022, sauf dénonciation par l'une des parties, par lettre recommandée, deux mois avant sa date d'expiration.

Article 6 : Participation

La présente convention est consentie et acceptée moyennant une tarification annuelle de 7.220 € (trois trimestres d'activité) applicable au 1^{er} septembre 2019, révisable au 1^{er} septembre de chaque année suivant l'évolution de l'indice du coût de la construction.

Le paiement sera à effectuer auprès du Trésor Public, à la fin de chaque trimestre d'activité, dès réception du titre de recette soit :

30 novembre,
28 février
31 mai

Les articles 2, 5, 7, 8, restent inchangés.

Mise à disposition du Kiosque

La ville de Sainte-Adresse met gracieusement à disposition de Madame Aurélie Delafosse, professeure de danse, le local dit « le kiosque » sis rue Chef Mécanicien Prigent durant les mois de mai et juin 2020 en vue de stocker du matériel lié à la préparation du spectacle de fin d'année organisé à l'Espace Sarah Bernhardt.

Madame Aurélie Delafosse devra souscrire à ce titre une police d'assurance responsabilité civile et en transmettre une copie à la Mairie.

Fait à Sainte-Adresse, le

L'occupant,
Madame Aurélie Delafosse

le Maire,
Hubert Dejean de la Bâtie

Mise à disposition de la cour et du préau de l'école Maternelle du Manoir ***Convention – signature – autorisation***

Madame Mas expose ce qui suit :

« Une structure d'accueil, sous la dénomination « Montessori », accueillant les enfants de 0 à 3 ans s'est dernièrement implantée sur notre commune au 1 rue des Phares.

Cette structure, portant le nom de SARL FB Invest « Ma little crèche » et dirigée par Madame Faustine Després, a ouvert ses portes dès le début du mois de septembre afin d'accueillir une dizaine d'enfants.

Cependant, ce lieu d'accueil ne disposant pas d'espace extérieur permettant aux jeunes enfants de profiter de sorties, je vous propose de mettre à disposition de la SARL FB Invest « Ma little crèche » la cour et le préau de l'école maternelle du Manoir les mercredis et durant les vacances scolaires.

L'utilisation des jeux par les enfants reste bien évidemment sous la responsabilité de la directrice de la crèche ; les services techniques de la ville demeurent prioritaires quant à l'utilisation des lieux en cas de besoin.

Je vous demande, ce soir, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention jointe ».

**CONVENTION D'OCCUPATION
DE LA COUR ET DU PREAU DE L'ÉCOLE MATERNELLE DU MANOIR
Ville de Sainte-Adresse / Crèche Montessori - SARL FB Invest « Ma little Crèche »**

Entre les soussignés :

La ville de Sainte-Adresse, représentée par son Maire, Hubert Dejean de la Bâtie, dûment habilité à cet effet par une délibération en date du 24 septembre 2019,

Et :

La crèche Montessori « Ma little crèche » représentée par Madame Faustine Després, ci-après dénommée l'occupant,

Article 1 – Objet de la convention

Le propriétaire consent à l'occupant qui accepte, une convention d'occupation et met à disposition les lieux ci-dessous désignés dépendant de l'école Maternelle du Manoir.

Article 2 – Désignation

Les lieux, objets de la présente convention sont situés dans l'enceinte de l'école maternelle du Manoir, rue du Manoir, à Sainte-Adresse et comprennent :

- La cour d'une superficie d'environ 580 m² et le préau d'une superficie d'environ 200 m² (soit environ au total 780 m²)
- Les jeux pour enfants de plus de 2 ans uniquement

Article 3 – Durée

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par reconduction tacite à compter de son acceptation par les deux parties sans que la durée totale ne puisse excéder toutefois 3 années, soit jusqu'au 23 septembre 2022.

Article 4 – Occupation

Les lieux seront occupés à des fins conformes à l'objet de la SARL FB Invest « Ma little crèche ».

Cette occupation est consentie à titre gratuit pour l'année scolaire 2019/2020 :

- les mercredis
- durant les vacances scolaires

Article 5 – Entretien

L'occupant doit maintenir en bon état l'ensemble des lieux (cour, préau, jeux).

L'occupant est également responsable des réparations qui seraient nécessaires résultant d'éventuelles dégradations, de son propre fait (ou de celui de ses employés(es)).

D'autre part, l'occupant doit aviser le propriétaire des lieux (Mairie – services techniques de la ville) dès qu'il a eu connaissance de détérioration ou de dégradation.

Article 7 – Conditions générales d'utilisation

L'occupant a obligation de laisser pénétrer dans les lieux, le propriétaire, ses mandataires, les architectes, les entrepreneurs et les ouvriers pour visiter, s'assurer de l'état des lieux les réparer et les entretenir.

Article 8 - Prescriptions particulières

L'occupant s'oblige à ne pas embarrasser ou occuper temporairement ou de façon intermittente les lieux.

Article 9 – Assurance

L'occupant s'engage à contracter toute assurance utile auprès d'une compagnie d'assurances, destinée à couvrir le risque responsabilité civile, dommages corporels ou matériels pouvant être causés soit à des tiers, soit du fait des lieux ou de l'usage des aménagements ou installations.

L'occupant devra déclarer immédiatement au propriétaire tout sinistre même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Article 10 - Prêt - sous-location

Il est interdit à l'occupant de prêter les lieux, même temporairement, en totalité ou en partie sous quelque forme que ce soit, sauf accord exprès et écrit du Bailleur.

Article 11 - Fin de l'occupation

A la fin de l'occupation, quelle qu'en soit la cause, de la présente convention, l'occupant devra quitter les lieux, à la date d'effet soit du congé, soit de la résiliation anticipée.

Article 12- Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de Rouen est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient s'élever entre les parties relevant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention.

Article 13 – Dénonciation

La dénonciation de la convention par l'une des parties sera effectuée par lettre recommandée, en respectant un préavis de trois mois.

Article 14 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et de la notification de tous actes, l'Occupant fait élection de domicile au n° 1 rue des Phares, Sainte-Adresse et le Propriétaire à son domicile.

Fait à Sainte-Adresse, le 24 septembre 2019

En 4 exemplaires.

Le Propriétaire,
La ville de Sainte-Adresse
Représentée par son Maire,
Hubert Dejean de la Bâtie

L'Occupant,
SARL FB Invest Ma Little Crèche
Représentée par La gérante
Faustine Després

Discussion

Madame Mas indique que les 10 places bilingues en crèche sont toutes occupées.

Cette offre supplémentaire en matière de garde d'enfants vient renforcer celles relatives aux assistantes maternelles et celle à la crèche Liberty.

Madame Martin indique que le système de garde lié à la « petite enfance » est effectivement enrichi par l'implantation de cette nouvelle structure ; cependant, elle souhaite s'abstenir sur la question de mise à disposition de la cour de l'école maternelle du Manoir pour deux raisons :

- Dans un premier temps, Madame Martin reste sur ses gardes quant au côté « procédurier » des usagers, en règle générale, en matière d'accident et de responsabilité ; elle souligne qu'à ce titre la ville pourrait être mise en cause, malgré les clauses mentionnées dans la convention.
- Dans un second temps, elle fait observer que la cour de l'école maternelle du Manoir n'est pas adaptée aux enfants de 0 à 3 ans.

Madame Martin déplore effectivement que les enfants ne puissent bénéficier d'un espace extérieur mais il s'agit là du choix de la crèche ne n'avoir pas intégré un espace extérieur dans leur projet.

Madame Mas précise que la crèche accueille 4 petits Dionysiens sur 10 enfants et 2 enfants en plus le mercredi ; la convention passée entre la ville de Sainte-Adresse et la crèche permet ainsi à chacune des parties de respecter ses responsabilités propres.

Madame Mas ajoute que la crèche amène ses propres jeux sur place et pense que ce lieu est adapté.

Madame Martin souligne que la convention ne protège pas la ville en cas de blessure car il n'est pas mentionné que la ville de Sainte-Adresse se dégage de toute responsabilité.

Madame Mas indique que si un enfant se blesse c'est sous la responsabilité de la crèche et non pas de la ville.

Monsieur Luc Lefèvre précise que s'il devait y avoir un recours ce serait dans un premier temps contre la crèche.

Madame Martin indique que la crèche Montessori se retournerait contre la ville.

Madame Derudder rappelle que les enfants vont pouvoir profiter ainsi d'un bel espace extérieur.

Monsieur Egloff précise que l'article 9 « Assurance » de la convention indique que la crèche se doit de contracter toute assurance auprès d'une compagnie d'assurances, destinée à couvrir le risque responsabilité civile, dommages corporels ou matériels pouvant être causés soit à des tiers, soit du fait des lieux ou de l'usage des aménagements ou installations.

Monsieur le Maire fait observer que si la ville devait systématiquement se couvrir en cas d'incidents ou d'accidents, il faudrait fermer les gymnases et autres salles municipales et ajoute que la convention a été rédigée de sorte à ne pas mettre la ville en difficultés en cas d'incident.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal donne son accord à la majorité
(1 abstention – Madame Françoise Martin).

Monsieur le Maire passe la parole à Monsieur Allonier.

Monsieur Allonier convie le conseil municipal à observer quelques instants une pensée pour Monsieur Jean-Michel Mathieu, Maire de Signes, décédé dans l'exercice de ses fonctions.

Association Clown'hop Subvention – attribution

Madame Derudder expose ce qui suit :

« Les responsables de l'Association Clown'hop nous ont récemment sollicités afin de bénéficier d'une subvention de la part de la ville de Sainte-Adresse.

Cette Association créée en 2004 a pour objet d'organiser des visites et des animations à destination d'enfants hospitalisés afin d'égayer leurs séjours dans les services de soins.

En 2018, à l'hôpital Jacques Monod, ce sont ainsi près de 1.500 enfants qui ont pu bénéficier de la visite de clowns spécialement formés à cet effet.

Compte tenu de l'intérêt que représente cette activité, je vous propose de bien vouloir attribuer une subvention de 300 € à l'Association Clown'hop, au titre de l'année 2019 ».

Discussion :

Madame Derudder indique que cette subvention est exceptionnelle et qu'elle n'est pas systématiquement reconductible.

Cependant, Monsieur le Maire ajoute que la Communauté Urbaine n'ayant pas abondé en ce sens, la ville a proposé d'aider cette association dont les actions auprès des enfants malades ne sont plus à démontrer.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité

Monsieur le Maire souhaite revenir sur le message de Monsieur Allonier.

Monsieur le Maire rappelle que Monsieur Jean-Michel Mathieu, Maire de Signes dans le département du var, est décédé dans l'exercice de son pouvoir de police du Maire en tentant d'empêcher une camionnette de déverser illégalement des gravats sur un chemin privé de sa commune.

Monsieur le Maire rappelle que les déchèteries professionnelles sont payantes et que certaines petites entreprises continuent de se séparer de leurs déchets dans des dépôts sauvages.

En ce qui concerne Sainte-Adresse, Monsieur le Maire fait observer que certains individus pratiquent le rodéo à moto, l'été en bord de mer et fait état de conduites inacceptables eu égard aux nombreux enfants présents durant la période estivale ainsi que pour les riverains qui subissent cette pollution sonore.

Monsieur le Maire souligne que quelques contrevenants ont été interpellés et ont écopé d'une amende de 400 €.

Monsieur le Maire fait observer qu'il a remarqué dans une commune italienne une petite plaque, sur un mur indiquant « la propreté et le silence sont des signes de civilisation ».

Dans un autre registre, Madame Martin s'inquiète des chèvres qui, ayant réussi à quitter leur enclos, se promènent librement près du gymnase Paul Vatin et du boulevard Félix Faure.

Madame Martin propose un renforcement du grillage afin que les cabris ne puissent plus s'enfuir.

Monsieur Luc Lefèvre indique que les barrières ont déjà été surélevées.

Madame Mas souligne que les chèvres de petites tailles passent au travers de la clôture et qu'un grillage plus fin serait plus approprié.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, Monsieur le Maire lève la séance à 19h45.

La prochaine séance de conseil municipal est fixée au lundi 18 novembre 2019.
